

# FEADI

Fédération des Associations  
de Directions de l'Enseignement  
Secondaire Catholique

Vendredi 22 novembre 2024

Chers parents,

Ce mardi 26 novembre, l'école de votre enfant risque d'être perturbée par un mouvement de grève à l'appel du front commun syndical Enseignement.

Les directions partagent largement les inquiétudes des enseignants quant à l'adoption du décret programme qui va limiter les moyens accordés à l'enseignement qualifiant, faire disparaître certaines années de spécialisation (7TQ) et écarter certains élèves majeurs de l'enseignement obligatoire, et ce, dès l'année scolaire prochaine. Ces mesures sont contraires à une revalorisation annoncée de l'enseignement qualifiant et vont à l'encontre des dispositions prévues par le Pacte pour un Enseignement d'Excellence.

Au-delà de cette préoccupation majeure du moment, la FEADI (Fédération des Associations de directions de l'enseignement secondaire catholique) qui regroupe les directions de plus de 400 écoles en Wallonie et à Bruxelles a tenu à vous faire parvenir ce courrier pour vous faire part également d'un certain nombre d'inquiétudes qui sont les nôtres quant à l'avenir proche de nos écoles et, avant tout, à ce que celles-ci pourront proposer pour la scolarité de vos enfants dans les années à venir.

En effet, depuis quelque temps, l'enseignement vit dans un climat d'incertitude permanent entretenu par une vague de réformes qui, additionnées les unes aux autres, ont fait naître un inconfort de moins en moins propice à l'investissement serein des équipes pédagogiques auprès de vos enfants.

Il serait fastidieux et probablement complexe de vous exposer l'ensemble de ces réformes, mais il nous paraît important de vous en citer quelques-unes afin de vous faire comprendre le malaise vécu au sein des établissements scolaires par les enseignants, les éducateurs et les directions.

Lancée il y a dix ans, l'idée du Pacte pour un enseignement d'excellence a, depuis, apporté quantité de réformes dans les habitudes scolaires de notre territoire avec l'idée de construire celles-ci dans un esprit participatif de toutes les parties impliquées. Sur le terrain, passées les premières consultations, les réformes ont porté sur bien des aspects : organisation du parcours scolaire et apparition du Tronc Commun, refonte des référentiels, management des écoles et plans de pilotage, etc., le tout avec un éloignement de plus en plus sensible du terrain et de ses acteurs au quotidien.

Parallèlement à l'entrée en vigueur de ces réformes globales, d'autres sont venues se greffer avec une logique qui a, petit à petit, glissé de l'intérêt pédagogique vers le seul intérêt politique : tronc commun allongé jusqu'à la 3<sup>e</sup> secondaire, parcours d'enseignement qualifiant généralisé à toutes les filières sans anticipation ni réécriture des programmes afin de verrouiller ledit tronc commun, modification des rythmes scolaires sans concertation avec les autres entités de notre pays et sans l'anticipation nécessaire à sa mise en œuvre, etc. Tout récemment, nous découvrons les priorités de notre ministre et du gouvernement de la FWB : interdiction du GSM dans toutes les écoles et interdiction du point médian. Vouloir brandir un trophée symbolique semble primordial...

Mais, derrière ces réformes vantées médiatiquement, bien des questions sont apparues qui restent sans réponses alors que le train continue d'avancer : de quoi sera constituée la 3<sup>e</sup> année du Tronc Commun alors qu'il ne reste qu'un an avant l'arrivée de celui-ci en 1<sup>er</sup> secondaire ? Comment les écoles devront-elles et pourront-elles accueillir les élèves pour la nouvelle formation manuelle, technique et numérique ? Quels seront les débouchés après ce Tronc Commun ? Quels parcours seront possibles en 2028 pour les élèves qui, l'an prochain, entreront en 6<sup>e</sup> primaire ? Quels diplômes

leur seront proposés ? Existera-t-il encore un réel enseignement qualifiant accessible largement, notamment pour des élèves au parcours plus sinueux ? Y aura-t-il des enseignants en suffisance alors que les écoles font face à une pénurie inouïe alors que d'autres perdront leur emploi par suppression de leur cours ? Comment comprendre que, alors qu'un partenaire de la majorité se réjouit d'avoir obtenu que « 1 élève = 1 élève », le même jour, les élèves du qualifiant voient leur encadrement diminuer de 3% et leurs perspectives de formation fortement réduites ? Comment motiver des enseignants, particulièrement dans le qualifiant, alors que leur métier est sans cesse bousculé, voire menacé par une réforme qui fait planer le doute sur la survie de certaines options chaque année à venir ?... Cette liste est loin d'être complète.

Alors que les enseignants se mettent en grève, les directions d'écoles désirent dire leur désarroi face à une situation sur laquelle elles n'ont de cesse d'attirer l'attention des décideurs politiques de tous les partis afin de tenter de leur faire comprendre que si des réformes sont tout à fait possibles dans le milieu scolaire, celles-ci ne peuvent se faire à n'importe quel prix, n'importe quel rythme et n'importe quel coût.

Sur le terrain, au quotidien, plus de 1.000 membres d'équipes de direction des écoles secondaires catholiques consacrent tout leur temps et toute leur énergie pour organiser leurs écoles afin que les élèves qui leur sont confiés bénéficient d'un accueil, d'un apprentissage et d'un accompagnement de qualité. Ils sont, chaque jour, auprès de leurs élèves et de leurs équipes pour tenter d'apporter leur soutien à la construction des adultes de demain par des enseignants qui cherchent à leur faire découvrir et développer leur meilleur potentiel, dans des contextes extrêmement différents selon le lieu où ils exercent leur métier : en ville ou à la campagne, dans l'enseignement général ou dans le professionnel, dans l'ordinaire ou le spécialisé.

Or, malgré l'expertise qu'ils ont accumulée, individuellement et collectivement, ces *acteurs de terrain* que nous sommes selon les mots du gouvernement de la FWB sont systématiquement écartés de la réflexion sur leur métier, leurs écoles et leurs élèves. Alors que, pour vos enfants, vous leur faites confiance, les décideurs politiques semblent s'en méfier en diminuant leur autonomie, en réduisant leurs moyens d'agir et en les informant en dernier de ce qu'ils devront prendre en charge et assumer auprès de leurs équipes et, surtout, de vos enfants.

Alors que la grève menace l'organisation des écoles ce mardi 26 novembre, les directions d'école tenaient à vous faire connaître leur désarroi et, devant vous, à demander à Mme la Ministre de l'Éducation comme à tout le Gouvernement et tout le Parlement de la FWB la considération pour notre métier, la confiance que celui-ci exige pour remplir notre mission sociale et l'autonomie pour pouvoir répondre de manière locale et adaptée aux interrogations qui sont celles de vos enfants dans l'école où ils progressent vers un avenir que nous souhaitons, pour eux, comme pour nous tous, meilleur et enthousiasmant.

En ce jour de grève dans l'enseignement, les directions d'école seront présentes dans leurs établissements afin d'accueillir au mieux vos enfants qui méritent, plus que jamais, toute notre attention.

Vous remerciant de la confiance que vous placez dans nos écoles, nous vous assurons de notre entier dévouement,

Pour la FEADI,

Alain KOEUNE, Président – directeur@cnddinant.be

François DE WAELE, Vice-Président – direction@isj.org

*Les membres du bureau de la FEADI :*

Grégory DE SMET-Laurence HUBERT- Béatrice VRANCKX - **AdiBra**

Anne VERHAEREN -Damien MASQUELIER - **AdiHainaut**

Simon-Pierre BAIWIR- Ugo CECCATO-Marie-Rose ROTOLO - **AdiLiège**

Emmanuelle FLORENT - Marianne HENON - Ingrid LEFEVRE - **AdiLux**

Gauthier MARTIAT - Arnaud GAVROY - Fabien JACQUES - **AdiNa**

Benoît LENGELE - Olivier NIVARLET- **ADESC**